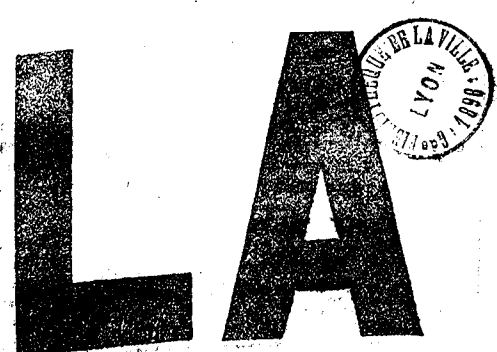




LA FRANCE LIBRE

La France aux Français !

Journal Populaire, Républicain Catholique

Christ et Liberté

ABONNEMENTS

	UN AN	MOIS	3 MOIS
LYON et Départements limitrophes...	20 fr.	11 fr.	6 fr.
Autres Départements	24 fr.	13 fr.	7 fr.

DIRECTEUR : F.-I. MOUTHON

LYON, Rue Condé, 35 bis - RÉDACTION & ADMINISTRATION - 35 bis, Rue Condé, LYON

ANNONCES

Les Annonces sont reçues, pour Lyon et la Région :

Exclusivement

AUX BUREAUX DU JOURNAL

A Paris : Chez M. PRÉVAL, 28, Rue d'Assas

NOUVEAUX TROUBLES A ALGER

LA JOURNÉE

Des dépêches de source américaine que nous reproduisons sous réserves indiquent que le rapport de la commission sur l'accident du Maine conclut à une cause extérieure.

Hier a eu lieu la mobilisation générale de l'escadre du Nord à Cherbourg et à Brest.

La Chambre renvoie après l'arrêt de la Cour d'appel l'interpellation Chiché sur l'appel, fait par le procureur général, du jugement de Château-Thierry.

Elle renvoie à samedi prochain la discussion de l'interpellation Paschal Grousset sur la politique extérieure.

Elle repousse le passage à la discussion des articles de la proposition Goblet sur le scrutin de liste.

Le projet de gouvernement sur les circonscriptions électorales est voté sans modification.

M. de Mahy demande l'urgence pour sa proposition relative à la fête de Jeanne d'Arc. L'urgence est repoussée.

Lire en 2^e page la Chronique littéraire des Livres et les Idées, de notre collaborateur Maurice Laurent.

LA FRANCE EN CHINE

Oserai-je dire que c'est bon signe si, à la première nouvelle de négociations entre la Chine et la France, les journaux anglais se plaignent, font des réserves, et crient à l'envahissement ?

C'est bon signe, en effet, et la négociation, commencée à Pékin dès l'an dernier, et qui se continue maintenant à Paris entre le ministre de Chine et M. Hanotaux doit, dans une certaine mesure, nous donner satisfaction. Car si elle n'avait pas d'importance, la presse anglaise n'en aurait aucun souci.

Et c'est pourquoi l'on ne comprend pas que des journaux français viennent, à priori, et sans informations suffisantes, prétendre que les avantages actuellement réclamés ne seraient que qu'insignifiants.

On comprend moins encore qu'ils prétendent que notre diplomatie n'agit, dans la circonstance, que contrairement à la force, qu'elle ne s'est résignée à prendre parti, à réclamer sa part qu'une fois la Russie, l'Angleterre et l'Allemagne bien pourvues des meilleurs marchés.

C'est à croire qu'ils n'ont pas eu connaissance des négociations antérieures, poursuivies depuis plus de six ans, et que notre ministre actuel en Belgique, M. Girard, avait conduites, lorsqu'il était encore à Pékin, jusqu'à cette convention du 12 juin 1897, qui nous accordait dans le sud de la Chine, des avantages analogues à ceux que la Russie obtenait dans le Nord (1).

Il ne faut pas l'oublier : ce n'est pas d'hier que nous sommes en contact avec la Chine ; nous avons acquis déjà, avec le Tonkin, un assez convenable compte sur l'héritage — pas encore ouvert d'ailleurs — du Fils du Ciel. Et certes, cette occupation du Tonkin est loin d'avoir porté, jusqu'à ce jour, tous les fruits désirables. Du moins, a-t-elle eu cet avantage d'obliger nos diplomates — de quelque nuance politique qu'ils se réclament — à ne pas se désintéresser de ce qui se passe en Extrême-Orient.

Il y a trois ans, nous avons contribué, avec la Russie et l'Allemagne — à malgrés les intrigues anglaises — à arrêter les progrès du Japon, à préserver par conséquent la Chine d'un partage immédiat, — qui paraissait prématuré, étant données les convoitises du vainqueur et celles de ses compétiteurs européens.

Il était naturel que la Chine nous payât de ces bons offices. Elle avait accordé à la Russie le droit de faire passer son chemin de fer transsibérien par la Mandchourie. Nous avons aussitôt réclamé la pénétration de nos chemins de fer tonkinois vers le Yun-Nan, l'une de ces si riches provinces de la Chine du Sud, que parcourut il y a quelques mois la mission Iyonaïse.

L'Angleterre, qui possède Hong-Kong, à l'entrée du port de Canton, et qui est maîtresse à Shanghai, au débouché de la grande voie fluviale du Yang-Tsé-Kiang, a obtenu, dit-on, qu'aucune des provinces qui bordent ce fleuve ne serait aliénée par la Chine.

Nous demandons qu'il en soit de même pour les provinces du sud du Yang-Tsé, celles qu'arrose le Li-Kiang et qui sont voisines de notre Tonkin. Si l'Angleterre réserve à son influence et à sa pénétration commerciale les provinces centrales, peut-elle trouver mauvais que nous nous assurions de même les provinces méridionales ?

Cela, sans doute, gênerait les ambitieux projets qu'elle formait de réunir, par la vallée du Li-Kiang, ses possessions de Birmanie à son poste de Hong-Kong ; mais on n'ose pas encore disposer de l'Asie comme on a fait de l'Afrique, et appliquer aux Chinois la théorie de l'habitat, en vertu de laquelle l'établissement créé par un Etat européen sur un point quelconque de la côte africaine lui donne la propriété et la souveraineté de tout l'arrière-pays.

La concession de la ligne de chemin de fer russe à travers la Mandchourie, celle des chemins de fer concédés aux allemands dans le Chan-Toung comporte des privilèges relatifs à l'exploitation des mines dans la région desservie ; nous demandons les mêmes privilèges pour notre ligne de Lao-Kai au Yunnan. Qu'il y ait là d'excessif ?

En toute cette affaire l'Occident s'est efforcé de nous obtenir des avantages analogues à ceux de nos concurrents. Nous demandons que la direction des postes chinoises soit donnée à un Français ; — mais n'est-ce pas un Anglais qui a la direction — si importante — des douanes chinoises ?

Et enfin si nous réclamons un port sur la côte de la péninsule de Lei-Tchéou pour y établir une station de charbon, c'est parce que l'Angleterre a Hong-Kong, l'Allemagne Kiaotchéou, et que la Russie aura Port-Arthur.

Il faut donc nous n'approuvons pas sans réserve : c'est très bon, sans doute, d'avoir ce dépôt de charbon. La grande île voisine d'Hai-Nan aurait mieux valu. Surtout il n'aurait peut-être pas fallu se confiner absolument dans le Sud ; et tout en y faisant porter le principal effort, essayer d'avoir dans le Nord, aux environs du golfe de Pe-Tchi-Li, une station d'importance politique plutôt que commerciale, qui contrebalançât Port-Arthur ou Kiaotchéou. — L'amiral de Beaumont, qui commande avec tant de distinction notre escadre d'Extrême Orient, avait proposé l'occupation de Port-Hamilton ou de l'île Guelphaert, au sud de la Corée ; ces positions, fermant la mer Jaune, commandant la route entre le Japon, la Corée et le golfe de Pe-Tchi-Li. On n'a pas osé les occuper : ce fut une faute, et il est sans doute trop tard, maintenant, pour la réparer.

Souhaitons cependant que les négociations actuelles se terminent à notre avantage — et, en dépit des protestations intéressées de l'Angleterre, il y a bien des chances pour qu'il en soit ainsi.

Notre part sera encore assez belle. Elle aurait pu l'être davantage si nous pouvions avoir en Orient, comme partout ailleurs, une politique plus suivie et moins timide.

Mais pour cela il faudrait deux choses : et d'abord que notre politique extérieure ne soit pas subordonnée aux fluctuations de notre politique intérieure ; que chaque nouveau ministre ne passe pas le plus clair de son temps à défaire ce qu'avait fait son prédécesseur ; que les intrigues parlementaires et les influences de couloirs ne pèsent pas plus, dans les décisions, que les rapports de nos ambassadeurs ou de nos agents diplomatiques.

Il faudrait enfin que le Gouvernement, dans ces sortes d'affaires, fût soutenu par l'opinion publique. Les « campagnes de presse » comme celles que les journaux anglais mènent en ce moment à propos de la Chine comme à propos du Niger aident puissamment le gouvernement anglais dans ses réclamations.

En France, par malheur, le public ne se passionne pas pour des événements qui se passent si loin de lui, à moins qu'ils aient une répercussion sur nos affaires intérieures. Mais cela n'est-il pas surtout notre faute, à nous publicistes, qui n'avons pas su l'y intéresser ? — Et aussi à nos diplomates, qui conservent un peu trop jalousement leur tradition de discrétion et de mystère ?

PHILÉAS.

L'AFFAIRE ZOLA-DREYFUS

L'opinion dans l'empire d'Autriche. Nous recevons d'un de nos amis qui voyage en Autriche la nouvelle lettre que voici :

Prague, 18 mars 1898.

Je vais quitter la Bohême pour rentrer en Silésie et remonter peut-être jusqu'à Dantzig.

Je viens de parcourir trois parties du

nord de l'Autriche bien différentes les unes des autres par leur état psychologique, que la diversité des langues et des caractères rend de plus en plus ennemies les unes des autres.

Les Juifs, tel comme en France embouchent toujours la même trompette et les échos sont partout les mêmes. Quand les intelligents et courageux habitants d'un pays comme la Bohême, voulant secouer le joug ignominieux du Talmud qui les traite comme semence de bétail, se laissent aller à quelques excès bien pardonnable et on les compare aux rapines juériques, à l'instant tous les Juifs de l'Univers s'entendent pour crier : « C'est le retour au Moyen-Age ! »

Mais ce vieux refrain commence à passer à l'état de séle. En voyant à quelle race ont profité les révolutions européennes, on commence à comprendre que nos pères du Moyen-Age ne montraient que de la vigueur et du bon sens en tenant cette race à l'écart et sous les pieds.

Ici, la presse tchèque seule nous montre tel qu'il est le Juif tchèque, le Juif exploitateur de tous les non-Juifs, sous l'impulsion de son instinct rapace et de la conscience antisociale que lui fait son catéchisme talmudique.

Les journaux allemands étant aux mains des Juifs, il s'ensuit que l'Allemand et le Juif vont ensemble et que le tchèque a deux ennemis à combattre à la fois pour reconquérir sa vieille gloire du Moyen-Age.

La Hongrie est le paradis des Juifs : ils y possèdent les domaines, les châteaux, les titres et même les noms des Seigneurs qu'ils ont accaparés. Aussi la presse hongroise est-elle à l'unisson de la presse allemande pour vilipender les Français, surtout depuis les affaires Dreyfus-Zola. Il y a quelques années les Hongrois faisaient chorus aux Juifs, ne savaient quels termes trouver pour vanter et flatter ce généreux peuple français qui, par sa révolte, avait affranchi le peuple Juif des entraves du Moyen-Age, précautions prudentes qui, nous le voyons à présent, avaient bien des raisons d'être. — Parcourez aujourd'hui la Hongrie et vous verrez les Juifs acharnés à verser dans la presse l'injure et le mépris contre les Français parce qu'ils ne veulent pas s'en rapporter à la parole de Zola, d'un pornographe et d'un lâche issu d'un sang étranger, ni lui confier la défense de la justice et de l'honneur en plétiinant, avec lui, les chefs de notre armée !

Seule, Vienne, la capitale de l'Autriche, a conservé pour nous une certaine estime, malgré la presse juive. — A qui le devons-nous ? A la presse antisémite, seule vraiment indépendante. Sans elle, jamais les Vénitiens n'auraient connu un peu de vérité sur nos débats intérieurs. — En un mot, partout où le Juif est maître, nous ne sommes que des barbares des agités, cruellement et basement féroces, que les autres nations doivent faire disparaître pour le bien de l'humanité et du progrès.

C'est grâce à nous que les Juifs ont conquis, dans tout l'univers, les fameuses droites de l'homme dont le Talmud nous dépouille. Voilà leur reconnaissance parce que nous avons découvert et châté un traitre qui appartenait à leur race...

Vous ne sauriez croire les discussions qui seules obligent de soutenir, même contre d'excellents catholiques cordialement antisémites, pour combattre l'état mental anti-français, créé par la presse envieuse, si habilement accaparée depuis le Congrès qu'on tenu à Leipzig les délégués du rabbinat universel vers le milieu du siècle.

Empressons-nous de la presse, ont-ils résolu. Avec la presse on fait l'opinion. — Avec l'opinion on fait tout.

Nos Dépêches

SERVICES TÉLÉGRAPHIQUE & TÉLÉPHONIQUE SPÉCIAUX

Informations

LE SERVICE DE DEUX ANS

Paris. — On a distribué à la Chambre le projet de résolution tendant à inviter le gouvernement à réduire à deux ans le temps du service militaire.

Voici les noms des députés de la région qui ont signé le projet de résolution tendant à inviter le gouvernement à réduire à deux ans le temps du service dans l'armée active : Gabriel Baron, Ernest Bérard, Louis Blanc, Boissy d'Anglas, Bourgeois (Jura), Chautemes (Haute-Savoie), François Deloncle, Gaston Doumergue, Dubief, Buzière, Alfred Faure, Genet, Grenier, Henri de Lacretelle, Lagne, Maurice Faure, Pochon, Claude Rajon, Henri Ricard, Gustave Rivet, Salis, Pierre Vaux.

L'ASSASSINAT DU CURÉ DE VOLO

Paris. — Dès qu'il a été avisé de l'assassinat du curé catholique de Volo, le gouvernement français s'est préoccupé de mesures à prendre et des instructions ont été immédiatement envoyées à Athènes et à Constantinople.

COMMISSION DES FINANCES

Paris. — La commission des finances a décidé de ne statuer que demain sur les dispositions de la loi de finances relatives aux valeurs étrangères. M. Boulanger absent de Paris aujourd'hui, ayant demandé à être entendu à ce sujet.

D'autre part, M. Morel, rapporteur général, avait demandé la disjonction de la proposition relative à l'évaluation de la propriété non bâtie. M. Morel estimait, en effet, la question de trop grande im-

portance pour qu'elle ne soit pas mûrement étudiée.

M. Monestier ayant offert de rédiger le rapport aux lieux et place de M. Morel, la commission a accepté cette offre et a chargé M. Monestier de rédiger le rapport.

LE PROGRAMME DE M. LÉPINE

Alger. — Aujourd'hui, à l'ouverture du Conseil supérieur de l'Algérie, M. Lépine, dans un long discours, a indiqué le programme de réformes.

Il s'est attaché surtout à démontrer le moyen d'utiliser d'une façon plus utile pour la terre l'eau, premier besoin, première richesse dans l'Algérie.

Il a préconisé l'organisation d'une caisse centrale de prêts remboursables destinée à prêter aide aux sociétés indigènes de prévoyance, afin qu'il ne soit plus nécessaire de recourir aux aumônes de la métropole.

M. Lépine promet d'appuyer une demande d'emprunt qui serait gagée sur les ressources de la colonie, et prend l'engagement d'intervenir auprès des pouvoirs publics. Il fait appel aux Algériens, sours aux suggestions de la haine et aux spéculations politiques, afin de mener à bien cette tâche.

Le conflit hispano-américain

Les responsabilités

New-York. — Le New-York Herald publie les deux dépêches suivantes que nous ne reproduisons que sous les plus expresses réserves en raison de leur invraisemblance.

Washington, 21 mars.

Le président Mac-Kinley ayant connaissance d'une fausse position que le rapport de la commission d'enquête établirait que la destruction du Maine est due à une cause extérieure, préparerait d'ores et déjà une note au gouvernement espagnol en même temps qu'un message au congrès américain à ce sujet.

La Havane (via Key-West).

La première indication officielle que le Maine a été détruit par une explosion extérieure et que la commission conclut dans ce sens découlerait des instructions données au capitaine Figsbee, commandant du Maine de reprendre du service actif ; car si les conclusions de la commission étaient différentes, le capitaine Figsbee devrait être déteré à un conseil de guerre.

A la Chambre d'Autriche

Vienne. — Une grande animation règne aux abords du Reichsrath. Sur le Ring sont de nombreux étudiants qui paraissent vouloir préparer une manifestation, ils vont et viennent entre l'Université et le Reichsrath. Des mesures de police ont été prises pour prévenir toute démonstration. Le temps est froid et ouvert.

Au moment de l'ouverture de la séance de la Chambre, les députés sont presque tous présents. Les tribunes sont remplies de monde.

Le comte Thun, président du conseil des ministres, invite M. Zurkan, président d'âge, à occuper le fauteuil présidentiel. M. Zurkan prononce une allocution dans laquelle il exprime le vœu que la Chambre accomplisse ses travaux avec activité et dévouement, et termine en adressant au souverain trois vœux accueillis chaleureusement par l'assemblée.

La Chambre procède ensuite à l'élection du président. M. Fuchs, membre du parti populiste, catholique, est élu président. Les membres de la droite accueillent le résultat du scrutin par des applaudissements.

On a déposé 241 bulletins, dont 44 blancs. Le parti populiste allemand, le parti progressiste allemand, les démocrates chrétiens et le groupe Schonerer se sont abstenus.

Les grands propriétaires fonciers, fidèles à la Constitution, ont déposé des bulletins blancs.

M. Fuchs prend place au fauteuil de la présidence. M. Schonerer s'écrie : « C'est inouï ! la place de M. Fuchs est au bûche ! »

M. Fuchs prononce une allocution. Pendant qu'il parle, M. Schonerer répète un grand nombre de fois : « La place de ce scélérat est au bûche ! »

M. Fuchs, qui a pris place au fauteuil de la présidence, déclare que la résolution prise dans la dernière session et appelée loi Falkenhayn, laquelle avait pour but de rendre le règlement de la Chambre plus rigoureux n'est plus en vigueur et ne sera pas appliquée.

Il adresse à l'empereur trois vœux qui sont accueillis avec enthousiasme par l'Assemblée.

MM. Pergelt, progressiste allemand, Steindreher, national allemand, Dazynsky, socialiste, Luenger, démocrate chrétien, Stuerck, grand propriétaire foncier, partisan de la constitution, exposent que la loi Falkenhayn n'est plus en vigueur.

MM. Wolf et Schonerer se prononcent contre la présidence de M. Fuchs, parce qu'il a fait partie du bureau précédent.

M. Schonerer demande au milieu de rires bruyants que M. Fuchs soit considéré comme criminel d'Etat.

La motion n'est appuyée que par les 5 membres du groupe Schonerer.

La Chambre adopte la proposition de Zedtwitz tendant à fixer à la prochaine séance l'élection des deux vice-présidents.

Le comte de Thun, président du conseil

des ministres expose le programme du gouvernement qui est accueilli très favorablement. Il déclare que le gouvernement considère le rétablissement d'une situation parlementaire régulière comme la plus pressante et la plus importante des tâches qu'il a à remplir dans le domaine politique.

Il fait appel à tous ceux qui ont à cœur le prestige de la monarchie et qui attaquent du prix aux formes parlementaires. Il dit ensuite que le gouvernement aura pour principe suprême d'agir avec justice envers tous les peuples et tous les habitants de l'Etat autrichien et appliquera ce principe d'une façon conforme à la Constitution.

Le président du conseil termine ses déclarations en faisant appel à tous les partis.

La Chambre adopte à l'unanimité la proposition de M. Steinwender, qui demande que les déclarations du président du conseil soient discutées dans la prochaine séance.

La séance est ensuite levée.

Vienne. — L'impression de plusieurs députés après la première séance du Reichsrath est que cette assemblée sera de nouveau le théâtre de scènes scandaleuses et que la dissolution s'imposera. Les choses paraissent être au même point qu'en novembre.

Les nationaux allemands de MM. Wolf et Schonerer, persistent dans leur ancienne tactique voulant empêcher le fonctionnement de la Chambre.

Aujourd'hui ils s'en prirent au nouveau président Fuchs, catholique, qui fut vice-président pendant la dernière session. Ils lui dirent toutes sortes d'insultes ; entre autres : « Votre place est au bûche, vous êtes un criminel ; vous avez violé la constitution ! Nous continuerons à chaque séance à vous insulter ! A la porte, le président ! Essayez de nous exclure et vous verrez ! »

Il paraît certain qu'au long tempes que le Reichsrath complet des députés sur les langues n'aura pas eu lieu, MM. Wolf et consorts n'abandonneront pas leur tactique.

MOBILISATION DE L'ESCADRE DU NORD

Cherbourg. — La 2^e division de l'escadre du Nord a été mobilisée ce matin sur un ordre télégraphique reçu de Paris par le préfet maritime.

Le matériel, les vivres et le charbon ont été complétés, et l'effectif a été mis sur le pied d'armement complet, ainsi que les contingents de réserve et le dépôt.

Le préfet maritime et le major-général surveillent les opérations.

Une grande activité règne sur la rade et à l'arsenal.

Brest. — L'ordre de mobilisation arrivé cette nuit au préfet maritime a été transmis ce matin à tous les services par l'amiral Lournier, préfet maritime. Aussitôt l'escadre a lancé à la division des équipages de la flotte les demandes de personnel par être embarqués sur les navires, et à l'arsenal des demandes de matériel.

Plusieurs centaines d'officiers, sous-officiers et marins ont aussitôt été amenés au Port du Gueydon et à bord de la frégate La Flore d'où ils ont été conduits sur les bâtiments de l'escadre du Nord par les remorqueurs et les chalands traînés par des chaloupes à vapeur de la direction du port.

Les mouvements du personnel se sont effectués rapidement.

Dans le port de guerre règne une activité fébrile.

L'amiral Fournier surveille les mouvements.

Aux ponts 2 et 3, on embarque les matières grasses, étoupes et cordages, etc.

A l'artillerie, on descend dans les chalands de la poudre, les caisses, les canons, le matériel d'armurerie.

Aux subsistances on embarque des bœufs, des viandes, biscuits, pain, salaisons, vin et alcool.

Pendant ce temps, différents pontons chargés de charbon accostent les navires d'escadre.

En rade stationnent les navires, vapeurs, remorqueurs et chalands. Les compagnies d'infanterie de marine de première ligne ont reçu l'ordre de regagner les forts et les batteries de la rade.

Brest. — La mobilisation continue à se faire rapidement. On attend cette après-midi l'ordre de mobiliser les bâtiments qui sont dans l'arsenal. Aussitôt prêts, les bâtiments seront conduits sur rade.

LA FRANCE ET L'ANGLETERRE

Dans le monde

Londres. — Le correspondant du Times à Paris rapporte une conversation qu'aurait eue M. Hanotaux avec un diplomate de passage à Paris :

D'après le langage attribué au ministre des affaires étrangères, il ne désirerait coopérer à aucun projet de démembrement de l'empire chinois ; la France n'aurait rien à gagner aux acquisitions de territoire en Chine ; elle a le Tonkin ; elle ne désire nullement s'établir dans le Yun-nan, ni mettre la main sur la Chine méridionale.

Le représentant actuel du gouvernement français en Chine n'a pas été autorisé à entamer les négociations qu'on lui attribue.

Nous avons avec la Chine les traités de 86, 87, 95 et 97 ; tout ce que nous avons fait depuis a eu pour but la mise à exécution de ces traités, mais sans gêner personne et sans rechercher de nouvelles annexions ; nous nous efforçons au con-

traire de maintenir l'intégrité de la Chine.

En ce qui concerne le Niger, la diplomatie française ne demandera rien de plus qu'un règlement juste et amical ; ce n'est pas nous qui prolongeons cette irritante question, mais les négociateurs anglais qui fréquemment manquent d'instructions nécessaires.

Dans cette conversation il a été question de l'affaire de Sokoto, qui a créé une panique en Angleterre ; voici comment le journaliste anglais rapporte ce qui aurait été dit au diplomate en question :

« Nous avons des traités et nous sommes habitués à les observer ; de plus nous n'avons aucune intention de répéter dans le pays des Afridis et dans le Chitral ; la Compagnie du Niger a tout intérêt à exagérer la valeur de ses territoires, mais les hommes d'Etat anglais n'achètent pas un chat dans un sac.

« Quant à nous, nous nous contentons d'agir avec la plus entière bonne foi sans chercher querelle à personne.

« Nous ne sommes pas jaloux de l'emprunt chinois, qui tend plutôt au maintien de l'intégrité de la Chine ; mais les financiers qui ont concédé cet emprunt n'ont peut-être pas assez pesé les difficultés qu'ils trouveront à assurer le fonctionnement des garanties, qui assurent le paiement de l'intérêt au cas où la situation de la Chine serait sérieusement troublée.

« En retournant à Khartoum, qu'ils avaient abandonné, les Anglais font preuve d'une ténacité qui leur fait honneur ; les Anglais ne paraissent pas devoir retirer grand profit de cette campagne. »

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séances du 21 mars — Présidence de M. Brisson

La séance est ouverte à 2 h. 25.

Le jugement de Château-Thierry

Une cinquantaine de députés sont présents.

M. Brisson. — J'ai reçu de M. Chiché une demande d'interpellation sur l'acte d'appel formé par le procureur général d'Amiens contre le jugement du tribunal de Château-Thierry qui a acquitté une femme accusée d'avoir volé un pain.

J'ajoute que j'ai fait observer que par cette interpellation la Chambre semblerait s'immiscer un peu trop directement dans le rôle de la justice. (Mouvements divers).

M. Milliard. — L'appel a été formulé hier.

M. Habert. — C'est fort regrettable.

M. Milliard. — L'appel a été formulé par le procureur général d'Amiens et le procureur de la République dans leur pleine indépendance ; l'affaire a été déterée à la cour. Il est impossible de discuter immédiatement cette interpellation, mais j'accepterai la discussion aussitôt que la cour aura rendu son arrêt.

M. Chiché. — On objecte en vain la séparation des pouvoirs ; je respecte autant que quiconque le rôle de la magistrature ; mais le Parquet est dans les mains du garde des sceaux, qui a le droit de lui donner des ordres ; le jugement du tribunal de Château-Thierry est équitable ; je demande au garde des sceaux qu'il défende à son subordonné de s'acharner contre une malheureuse équitablement acquittée.

Le renvoi de la fixation de la discussion après l'arrêt de la cour d'appel est prononcé par 304 voix contre 196.

M. Brisson. — J'ai reçu de M. Paschal Grousset une demande d'interpellation sur les préparatifs de l'escadre du Nord et sur la politique extérieure.

M. Barthou. — Le gouvernement accepte la discussion pour samedi prochain.

La Chambre est consultée, et l'interpellation fixée à samedi prochain.

On adopte des projets locaux.

L'ordre du jour appelle la discussion des propositions Hubbard, Lavy, Malzac, sur la responsabilité civile des membres de l'enseignement.

L'article unique est voté sans opposition.

